

## Rythmes scolaires :

### Rassemblement mercredi 24 janvier à 14h devant la DSDEN (21 rue Jaboulay Lyon7)

Nous sommes 69 enseignants de 44 écoles du département\* réunis mercredi 17 janvier avec le SNUDI-FO et le syndicat FO des personnels municipaux de la ville de Lyon.

Nous constatons que depuis le décret Peillon sur les rythmes scolaires, les mairies ont la main-mise sur l'organisation de la semaine scolaire. Nous constatons une ingérence toujours plus grande des municipalités et une confusion entre le scolaire et le périscolaire avec notamment bien souvent l'occupation de nos salles de classes.

Nous constatons aujourd'hui :

- Que la ville de **Lyon**, dans les deux scénarii qu'elle propose au vote des conseils d'école, augmente la pause méridienne (allongeant ainsi le temps de présence à l'école des enseignants) et multiplie les plages de périscolaire, qu'elle veut d'ailleurs rendre payantes : avec le scénario à 4,5 jours, un enfant pourrait passer plus de temps chaque semaine au périscolaire qu'en classe. L'école serait transformée en garderie !  
La possibilité pour les enseignants d'encadrer des études est menacée.
- Que **Villeurbanne** refuse de proposer le retour à la semaine de 4 jours en dépit d'une pétition massivement signée par les enseignants
- Que **Vénissieux**, prétextant des délais non réglementaires, refuse pour l'instant d'envisager le retour à 4 jours
- Que **Vaulx-en-Velin** propose une consultation inacceptable aux parents d'élèves : la semaine de 4,5 jours avec le périscolaire presque gratuit (2€ par an) ou la semaine de 4 jours avec le périscolaire payant (15€ par mois et par enfant)
- Que **Craponne**, après un vote ne proposant pas le retour à 4 jours pour toutes les écoles, impose deux rythmes différents : la semaine de 4 jours et maternelle et la semaine de 4,5 jours en élémentaire

Bien souvent, le statut des enseignants et les règles de fonctionnement de l'école sont bafouées.

Dans certaines communes, comme Lyon ou Craponne, la mairie impose les dates des conseils d'école. Toujours à Lyon, la mairie a tenté d'interdire aux directeurs d'inviter les personnels municipaux lors des conseils d'école en contradiction avec l'article D411-1 du code de l'Education.

Devant ces faits, l'Education Nationale reste bien souvent silencieuse, voire complice.

Nous demandons le retour à la semaine de 4 jours dans toutes les communes, sur 36 semaines, option qui recueille la grande majorité des suffrages partout où, d'une façon ou d'une autre, elle est proposée (Rillieux, St-Priest, Bron, Caluire, Corbas, Tarare, Irigny...).

**Nous décidons donc d'appeler à un rassemblement mercredi 24 janvier à 14h devant l'inspection académique pour rappeler nos revendications à l'inspecteur d'académie :**

- **Le rétablissement de la semaine de 4 jours dans toutes les communes, sans augmentation de la pause méridienne**
- **L'arrêt des pressions et des ingérences municipales sur les directeurs et adjoints, notamment à Lyon : nous sommes fonctionnaires d'Etat nous voulons le rester !**
- **L'intervention de l'inspecteur d'académie auprès des municipalités qui refusent d'entendre la volonté majoritaire des enseignants**

Nous invitons les parents d'élèves à participer à ce rassemblement.

*\*Lyon, Villeurbanne, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, St-Priest, St-Fons, Givors, Irigny, Craponne, Alix, Bessenay*